Communiqué du Réseau école du PCF et de l'Union des Étudiants communistes. 30 juin 2015.

Les emplois d'avenir professeur, c'est fini ! Alors que les étudiants viennent de déposer leurs dossiers pour la rentrée prochaine, le gouvernement demande aux universités et aux rectorats de mettre fin au dispositif. C'est une circulaire datée du 22 juin dernier qui a discrètement mis un coup d'arrêt au dispositif.

En supprimant les EAP, le gouvernement reconnaît l'échec de sa politique : ce dispositif, injuste et inefficace, n'a pas permis de résoudre la crise de recrutement. En travaillant 12h par semaine dans les établissements scolaires, il est en effet bien difficile d'aller en cours et de préparer les concours dans de bonnes conditions ! Résultat : seulement 200 EAP parmi les 16000 lauréats du concours de professeur des écoles cette année. Et toujours beaucoup trop de postes non pourvus. Par contre, les EAP représentent plusieurs milliers de contrats aidés dans les écoles, les collèges et les lycées, où ils pallient à moindre coût le manque de personnel.

L'État doit cesser de se comporter comme le pire des patrons en proposant aux étudiants des "jobs" sous-payés. La précarité ne peut pas être la solution pour former des enseignants de haut niveau. Pour se former, réussir les concours, acquérir les connaissances, les pratiques et l'expérience nécessaires pour faire réussir tous les élèves, il faut du temps et de la sérénité. Un dispositif de pré-recrutements sous statut de la fonction publique doit être mis en place: c'est l'intérêt des étudiants, des élèves et de toute la société.

Le désengagement de l'État doit cesser. Depuis 3 ans, le gouvernement fait des économies sur le dos des étudiants qui se préparent aux métiers de l'enseignement. En 2013, la création des EAP a été financée en suppriment les aides destinées aux étudiants préparant les concours. Obliger les étudiants à travailler pour financer leurs études, c'est les empêcher de préparer le concours dans de bonnes conditions. Comment recruter plus d'enseignants dans ces conditions ? Le gouvernement reconnaît qu'il y a besoin de 300 000 enseignants d'ici 2022. Recruter et former des enseignants capables de faire réussir tous les élèves, cela a un coût, et ce n'est pas aux étudiants de payer !

Dès maintenant, la suppression des EAP doit être compensée par le rétablissement d'aides financières spécifiques destinées aux étudiants préparant les concours de l'enseignement, ouvertes à tous les étudiants et sans contrepartie de travail pendant les études. Rapidement, un système de pré-recrutements sous statut de la fonction publique doit être mis en place, comme le proposait le rapport du Sénat sur le métier d'enseignant dirigé par Brigitte Gonthier-Morin en 2012 et comme le demandent les principaux syndicats enseignants.

L'éducation, c'est notre avenir. La France a besoin d'enseignants formés pour faire réussir tous les élèves et élever le niveau de connaissances et de qualification dans toute la société. Les EAP et la politique de précarisation des enseignants sont des échecs : ne laissons pas le gouvernement s'y enfoncer. Le PCF et l'UEC appellent les étudiants, les acteurs de l'éducation, les citoyens à refuser l'austérité et à se rassembler pour imposer une politique de progrès pour la jeunesse, pour l'éducation, pour toute la société.